



Rue J.B Baillière - 60000 Beauvais
☎ 03.44.48.31.69 📠 03.44.48.99.24
@ 60@se-unsa.org



DECLARATION DE L'UNSA-ÉDUCATION AU CTSD DU 4 SEPTEMBRE 2018

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames, Messieurs,

Après 15 mois de politique du mouvement perpétuel, rue de Grenelle comme dans les autres ministères, cette année scolaire qui débute est marquée par l'inquiétude, la lassitude et la tension qui montent chez les personnels de l'Éducation nationale. Les personnels n'en peuvent plus des politiques successives qui leur demandent sans cesse de défaire et refaire et déconsidèrent à chaque fois ce qu'ils faisaient juste avant.

Il y a un an, c'était la première rentrée d'un nouveau ministre, d'un nouveau gouvernement et, au-delà, d'une nouvelle majorité. La légitimité démocratique et le bénéfice du doute avaient placé les enseignants dans une attitude prudente mais ouverte.

Depuis, la volonté du gouvernement de faire et de faire vite est confirmée mais, le plus souvent, sans jamais dire complètement ce qui est prévu voire peut-être sans avoir complètement prévu le point d'arrivée.

Pour l'UNSA Education, les conditions de la méfiance voire de la défiance sont réunies. Ce quinquennat est en passe de rater l'essentiel en éducation : l'adhésion des enseignants pourtant toujours prêts à se mobiliser pour la réussite de leurs élèves.

En cette rentrée, le président et, derrière lui, les ministres confirment vouloir garder le cap. Pour l'UNSA Education, programmer le GPS cela veut dire entrer clairement la destination et recalculer les itinéraires en chemin pour tenir compte des nouvelles données. L'UNSA Education souhaite rappeler au gouvernement du 80 km/h que le GPS n'exonère pas le conducteur de regarder la route, de contrôler son allure pour tenir compte de l'état de la chaussée, de la circulation ou des conditions

météorologiques et, surtout, cela ne l'exonère pas de prendre soin de ses passagers et de leur demander leur avis. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas à l'Éducation nationale.

Dans le premier degré comme au collège, après des « recommandations » en avril, des modifications de programmes en français, en mathématiques et en éducation morale et civique sont parues pendant l'été. Des repères annuels vont bientôt être publiés. Tout cela pour une mise en œuvre immédiate !

Les personnels ont bien entendu que la détermination ministérielle est sans faille mais ce sont eux, sur le terrain, qui doivent mettre en œuvre les décisions.

Le téléphone portable est un de ces exemples, même si l'enjeu pour notre système éducatif n'est pas de même nature. Après des mois de communication sur le sujet, la loi s'est donné la posture de l'autorité qui interdit tout en renvoyant aux règlements intérieurs la définition des conditions de l'usage du téléphone, y compris la reconnaissance des usages pédagogiques pourtant nécessaires.

S'agissant de la scolarisation des élèves en situation de handicap, les ministres Blanquer et Cluzel ont réitéré des annonces dans l'été sans que l'on sache concrètement comment on avance alors que c'est une nécessité de stabiliser les modalités d'une inclusion scolaire réussie pour les élèves concernés comme pour le reste de l'École.

Pour la direction d'école, une mission parlementaire flash a rendu ses conclusions dans l'été et le sujet est inscrit à l'ordre du jour de l'agenda social pour début 2019. Le rapport présente des constats que nous partageons et avance des propositions ambitieuses, y compris en termes de moyens. Nous ne les partageons pas toutes, en particulier celle de la création d'un nouveau corps.

À ces grands sujets s'ajoutent de nombreux dossiers catégoriels qui seront traités dans le cadre de l'agenda social.

Les personnels ont des attentes fortes quant à la mise en œuvre de leurs nouvelles carrières et la correction des premières applications de la mesure de la valeur professionnelle, leur mobilité géographique ou leur parcours professionnel. Répondre à ces attentes serait un gage important de la reconnaissance du ministre.

Pour leur carrière et leur pouvoir d'achat, les enseignants sont méfiants. Les annonces se sont multipliées, qu'elles soient propres à l'Éducation nationale ou qu'elles concernent toute la Fonction publique ou tous les salariés. Pour l'Éducation nationale, le gouvernement a annoncé, dans l'été, le développement du pouvoir d'achat des enseignants par les heures supplémentaires, la nécessité d'introduire une part de mérite, le développement des postes à profil, le renforcement de la formation continue obligatoire « dans le respect des apprentissages des élèves ». Et comme tous les salariés, les enseignants sont inquiets de la réforme des retraites.

C'est donc une nouvelle année scolaire chargée en sujets et en dossiers qui s'ouvre, d'autant que nous ne sommes jamais à l'abri qu'un autre sujet éducatif populaire surgisse en cas de trou d'air politique de l'exécutif.

Pour cette rentrée 2018, l'UNSA Education souhaite s'adresser aux enseignants, nos collègues, et aux parents d'élèves pour leur dire qu'ensemble nous devons protéger l'École de la politique politicienne qui veut absolument transformer une alternance politique en alternance éducative.

A l'UNSA Education, nous pensons qu'ensemble, parents et enseignants, nous devons affirmer, nous devons témoigner que nos élèves, nos enfants doivent bien sûr toujours mieux développer leur savoir lire, écrire, compter et leur respect d'autrui mais que cette formule populaire est réductrice. Nous souhaitons que le ministre abandonne ces éléments de langage. Nous savons que cette formule ne peut résumer ce que nos élèves, nos enfants, devraient faire et développer à l'école et au collège. Nos enfants, nos élèves, n'attendent pas d'être adultes pour réfléchir, comprendre, inventer et découvrir. C'est même comme ça qu'ils apprennent et se construisent.

Si la mise en œuvre des dernières recommandations pédagogiques devait aboutir à une vie d'élève s'entraînant à des exercices scolaires pour répondre à des tests standardisés et réguliers, l'École ne ferait qu'étouffer leur curiosité et leur motivation, en particulier pour les plus fragiles et les moins scolaires. Nous sommes convaincus que ce n'est pas ce que les parents veulent pour leurs enfants.

Ensemble, enseignants et parents d'élèves, nous devons affirmer que la vie de la classe, les projets collectifs et les attentions individuelles sont essentiels à la réussite de chacun des élèves. Nous devons donc affirmer qu'enseigner est un acte complexe qui travaille sur de l'humain et qu'à ce titre, des préconisations nationales normées ne peuvent être que des repères, des repères utiles mais seulement pour étayer un travail collectif de conception, d'accompagnement et d'émancipation.

L'UNSA Education, fédération attachée plus que jamais à promouvoir la laïcité, veillera à ce que le pouvoir politique porte un message clair et fort sur la laïcité au lieu de s'employer à rassurer d'abord les religions.

« Agir aujourd'hui, penser l'avenir », est la formule que le SE-Unsa propose aux enseignants pour définir leur métier mais aussi leurs exigences envers le pouvoir politique.

L'UNSA Education condamne la volonté gouvernementale de vouloir cliver sans cesse et se poser comme les sauveurs d'un pays ou d'une École qui seraient à la dérive.

La réussite de l'École repose sur ses personnels. Les personnels ont besoin de visibilité et de soutien. Ces deux conditions ne sont pas réunies mais il n'est pas trop tard pour bien faire.